



Interurbain Isère

9/12/2024

La seule issue favorable à la crise politique :

Nous mobiliser pour imposer nos revendications !

La journée de mobilisation des fonctionnaires le 5 décembre a été plus réussie que prévu. Dans les rues, les cortèges bien fournis d'enseignants, légitimement en colère contre un budget qui prévoyait de grosses coupes dans l'éducation, succédaient aux autres métiers du secteur public, agents des cantines scolaires ou des crèches, éboueurs, bibliothécaires, ouvriers des services techniques municipaux... Ils ne voulaient pas laisser sans réponse les coups de menton façon Elon Musk de l'ex-ministre Kasbarian, qui entendait appliquer les pires méthodes patronales aux travailleurs de la fonction publique.

La course des petits chevaux pour Matignon

Cette journée de grève intervenait alors que le gouvernement Barnier venait de se faire censurer. L'extrême droite, sans laquelle il ne pouvait rester en place, a finalement choisi de le faire chuter, le soutien qu'elle lui apportait risquant de lui coûter trop cher sur le plan électoral. Le PS, le PCF et les Verts ont aussitôt fait leurs offres de service, pas gênés à l'idée de concocter un budget en collaboration avec les macronistes. Et si la France insoumise se tient à l'écart de ses tractations, non sans miser sur cette autre solution institutionnelle que serait une présidentielle anticipée, c'est elle qui a sorti du cimetière un Parti socialiste consumé par les années Hollande.

Les fausses solutions des directions syndicales

Tous cherchent une solution institutionnelle à la crise politique. Mais aucune solution de ce type ne résoudra la crise sociale, les salaires trop bas, les plans de licenciement qui tombent un peu partout, bref les attaques patronales contre lesquelles il serait urgent de résister par nos moyens de classe, la grève et l'organisation collective.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, disait dans la manifestation du 5 décembre qu'elle souhaitait « un gouvernement qui tienne » avec lequel il serait possible de « travailler ». L'intersyndicale a publié un communiqué appelant les parlementaires « à faire primer l'intérêt général ». Mais quel intérêt commun

entre les patrons licenciés et les travailleurs sur le carreau ? Comment « travailler » avec Macron, auteur de deux réformes aggravant les conditions de départ à la retraite ?

Une seule solution : notre mobilisation

À l'écart de toute cette tambouille, des travailleurs et travailleuses entrent en lutte. Chez Decathlon, les salariés ont fait grève pour dénoncer le milliard d'euros de dividendes distribué à la famille Mulliez qui licencie 2 400 personnes chez Auchan. Celles et ceux d'Arkema à Jarrie (Isère), une grande entreprise de la chimie, sont entrés en grève reconductible contre des suppressions d'emploi – une lutte commune à une usine voisine, Vencorex, en grève depuis 45 jours. Les patrons craignent plus que tout que la riposte soit générale et pas seulement entreprise par entreprise.

Toutes les occasions sont bonnes pour montrer la seule voie : celle d'un mouvement d'ensemble pour riposter à l'offensive patronale et gouvernementale. Le 12 décembre, les syndicats appellent à une journée de grève contre les licenciements d'un côté et contre la vente à la découpe de la SNCF de l'autre. Le même jour, certains travailleurs de la fonction publique, encouragés par le succès de leur grève du 5, ont choisi de se remobiliser. Ces grèves et rassemblements seront peut-être minoritaires. Mais si ces travailleurs en lutte en profitent pour se rencontrer sur des piquets et dans des assemblées générales, alors ils participeront à la tâche essentielle de l'heure : surmonter la dispersion des luttes.

L'accord de substitution reporté

Décidément, l'accouchement de cet accord va battre les records de gestation les plus longs du règne animal. Les 15 mois, gestation de la girafe, sont repoussés jusqu'au 30 avril, soit plutôt le temps de gestation des éléphants. Pourtant pas si compliqué d'intégrer les primes des ex-Grindler à l'ensemble des salariés KPA ! Prise en compte dans la NAO ou pas, l'instauration d'une inégalité supplémentaire entre les conducteurs reste inacceptable.

Le numérique coffré

La direction de KPA souhaite limiter la distribution par la poste des fiches de paie, elle nous incite donc à opter pour un « coffre-fort numérique », que nous pourrions continuer à utiliser après un éventuel départ de l'entreprise. Un cadeau de Noël que certains jugent empoisonné, car il faut avoir un avis sur tout, ou surtout un avis... Le problème, s'il existe, ne réside pas forcément dans le caractère numérique ou non de notre coffre-fort, mais plutôt dans son contenu, toujours insuffisant au vu de nos salaires !

Réchauffement du climat social

Moulins, Laval, Vannes, Nantes, Bordeaux... Dans plusieurs villes, des conflits éclatent sur les rémunérations, les temps de parcours, les conditions de travail. Des sujets que l'on retrouve d'un réseau à l'autre. Tant qu'elles sont prisonnières du cadre étroit du « dialogue social » de chaque entreprise, ces grèves se cantonnent à des modalités d'action limitées (grève d'un seul jour ou de quelques heures, grève le week-end avant les fêtes), et donc dans leur écrasante majorité, à des résultats tout aussi limités. Mais elles sont le signe que malgré l'hiver et les tentatives patronales, notre colère est toujours là, prête à flamber !

Bruno Bernard l'hermithomane

Dans une longue publication Twitter, le président du Sytral, l'autorité en charge du transport pour la métropole lyonnaise, a pris position contre la gratuité des transports. Son premier argument est que sans les recettes de la billettique, il ne serait plus possible de développer de nouvelles infrastructures (tramway, métro, etc.). Il y a déjà quelque chose de fallacieux à mettre sur le même plan des dépenses d'investissement, par définition amorties sur plusieurs décennies, et des recettes de fonctionnement collectées sur une base annuelle. Mais au-delà de ça, un tel argument fait comme s'il manquait d'argent dans cette société, comme s'il n'était pas possible, par exemple, d'augmenter le

versement mobilité payé par les entreprises pour financer le transport !

Le deuxième argument du président du Sytral est un peu plus recevable, quoique franchement hypocrite. Il soulève que la gratuité ne suffit pas à convaincre les automobilistes de se passer de leur voiture, ce qui est pourtant un réel enjeu écologique. Pour atteindre ce but, il faut aussi développer massivement les réseaux, et ce n'est pas en faisant des comptes d'apothicaire et en cherchant quoi qu'il en coûte à préserver les capitalistes et leurs profits qu'on y arrivera !

« La gratuité victime de son succès »

Les conducteurs dunkerquois ont massivement fait grève ce lundi. Dans cette ville pionnière des transports gratuits, la fréquentation des bus a explosé depuis qu'ils ne sont plus payants. Mais les moyens, eux, n'ont pas suivi les records d'affluence. Il y a toujours autant de bus et toujours autant de conducteurs qui doivent suivre les mêmes temps de parcours. Les conducteurs exigent alors des embauches et des investissements, pour que la gratuité ne rime pas avec dégradation de leurs conditions de travail. Des transports gratuits et de bonne qualité, voilà une revendication à partager !

La diplomatie de la xénophobie

À peine le régime de Bachar el-Assad effondré, certains pays européens annoncent déjà des mesures contre les réfugiés qui ont fui la guerre en Syrie. En moins de 24 heures, le Danemark, la Norvège, la Suède ou l'Allemagne ont déjà décidé de geler les demandes d'asile des Syriens, la France a annoncé y réfléchir, tandis que les autorités autrichiennes envisagent de les expulser. Après dix ans d'opérations prétendument « anti-terroristes » contre Daesh, voilà qu'ils trouvent normal de renvoyer des migrants sous la coupe des islamistes de HTS, les héritiers d'Al-Qaïda qui ont pris le pouvoir en Syrie. Pour ces « démocraties » occidentales, les djihadistes sont tout à fait fréquentables quand ils permettent de contrôler les flux migratoires.



Révolutionnaires
12 DÉCEMBRE 2024 - LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

LES SOLUTIONS INSTITUTIONNELLES, C'EST POUR CELLES ET CEUX QUI CROIENT AU PÈRE NOËL...

Prenons directement notre sort en main !

ÉDITIONAL
La seule revue française dans la ville qui propose une mobilité pour répondre aux revendications !

Retrouve dans le n°24 de notre journal Révolutionnaires un dossier spécial sur le secteur du transport, les attaques patronales en cours et les luttes des travailleurs !

NPA



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique

Pour nous contacter : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

Flashe le QR code pour rejoindre la liste mail du NPA-R Grenoble